aux gens de l'Ouest de produire davantage puisqu'ils ne peuvent vendre ce qu'ils ont produit? Pourquoi demander aux manufacturiers de produire des marchandises en plus grande quantité, ou pour quoi amener des manufacturiers de l'étranger, quand nous n'avons personne à qui vendre ces marchandises? Il nous faut chercher des clients ailleurs. Après tout, quelle qu'en soit la raison, le véritable ennui du Canada, à l'heure présente, réside moins dans les récoltes déficitaires ou l'incapacité de produire du blé ou des machines, que dans la rareté de l'argent nécessaire pour acheter des denrées.

L'honorable M. LYNCH-STAUTON: N'est-ce pas ce qui produit toujours les marasmes?

Le très honorable M. GRAHAM: Cela ne m'étonnerait pas. C'est ce qui me gênerait, quant à moi. Mais, quand nous n'avons pas de débouché au pays et que nous ne pouvons en avoir tant que la population n'augmentera pas, nous devons, soit réduire la production, soit chercher des débouchés à l'extérieur. Pouvons-nous trouver des débouchés au dehors, par le moyen d'une guerre douanière? Nous produisons plus de marchandises que nous ne pouvons en vendre ou en consommer au pays; nous devons donc nous demander à qui nous pouvons les vendre. Nous ne pouvons les vendre qu'aux gens de qui nous achetons. C'est un axiome commercial bien connu. Si nous élevons nos droits de douane à un point tel que les étrangers ne peuvent faire pénétrer leurs marchandises chez nous, s'ils relèvent leurs droits de façon que nous ne puissions rien leur vendre, nous n'aurons pas de marché d'exportation. Je crois à l'utilité des droits de douane. Mais je crois fermement que la guerre douanière est poussée trop loin et que, tandis que nous parlons à perdre haleine sur le tarif douanier, nous oublions que ce qu'il nous faut, c'est un débouché pour nos produits.

Il y a autre chose. Même si nous pouvions vendre au comptant, outre-mer, toutes les marchandises produites au Canada, nous ne pourrions soutenir la concurrence des autres pays, car, ayant des droits de douane élevés, nous n'aurions pas de cargaisons de retour pour nos navires.

L'honorable M. LYNCH-STAUTON: Le très honorable sénateur ignore-t-il que nous faisons un commerce considérable avec Saint-Pierre et Miquelon, bien que les navires n'aient pas de cargaison pour le retour?

Le très honorable M. GRAHAM: Le très honorable représentant d'Ottawa (l'honorable sir George E. Foster) dit que ce commerce est une plaie, et il a peut-être raison.

Le très hon. M. GRAHAM.

L'honorable M. LYNCH-STAUTON: Il existe tout de même.

Le très honorable M. GRAHAM: Je veux démontrer que, d'une façon générale, le pays ne peut se suffire; il peut se tirer d'affaires jusqu'à un certain point; mais si le monde veut connaître la prospérité, les diverses nations devront s'entendre sur la façon que se feront les échanges commerciaux. Aucun pays ne peut réussir sans tenir compte des autres, quelle que soit l'abondance de ses matières premières ou de ses produits. C'est une impossibilité. Il faudra arriver à une entente en vertu de laquelle les nations pourront s'échanger leurs produits plus librement et avec avantage pour chacune d'elles.

On a parlé des pactes commerciaux. Les pactes ont pour but de rendre service aux pays intéressés; les négociations doivent être conduites en conséquence. Mais, chaque fois que le Canada conclut un pacte, quel que soit le parti au pouvoir ou le pays avec lequel le traité est conclu, certains journaux critiquent vertement les concessions qu'on a consenties. Ces journaux oublient qu'un traité doit être un échange entre les intéressés: il ne peut être unilatéral. Si nous refusions d'accorder des concessions aux autres, nous ne pourrions conclure de pactes commerciaux, et on ne renouvellerait pas les traités existants. Que cet état de choses se maintienne pendant un certain temps, et les produits canadiens ne trouveront plus de débouché en dehors de nos frontières. Nous avons surtout besoin de marchés à l'étranger, mais nous n'en trouverons pas si nous n'achetons pas de marchandises étrangères.

L'honorable représentant de Welland (M. Robertson) a dit, hier, sauf erreur, que le premier ministre a présenté à la dernière conférence impériale une proposition semblable à celle qu'exposait sir Wilfrid Laurier en 1902.

L'honorable M. CASGRAIN: En 1897.

L'honorable M. SCHAFNER: En 1902.

Le très honorable M. GRAHAM: En 1902. Mais, comme l'a noté le très honorable représentant junior d'Ottawa, les temps ont changé. Qu'une chose ait été bonne en 1902, il ne s'ensuit pas qu'elle le soit maintenant.

L'honorable LYNCH-STAUTON: Pourquoi?

Le très honorable M. GRAHAM: Parce que les circonstances ont changé.

L'honorable M. LYNCH-STAUTON: En quel sens?

Le très honorable M. GRAHAM: Mon honorable collègue aurait dû écouter aussi attentivement que moi le très honorable repré-